

Note de suivi sur la RDC

Forces démocratiques alliées (ADF)





Introduction

Ce document est le deuxième d'une série consacrée aux facteurs influençant l'accès et la sécurité des organisations humanitaires dans l'est de la RDC.¹ Il fournit des informations utiles aux acteurs de l'aide humanitaire, de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'éducation et de la protection des communautés dans les camps de déplacés et de réfugiés. Il se concentre sur les modes d'action des Forces démocratiques alliées (ADF), après avoir examiné le rôle du [M23](#).² Les prochains rapports porteront sur la Coalition des démocrates congolais, la milice Maï-Maï, ainsi que sur les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et la coalition Wazalendo. (*Abonnez-vous [ici](#)*).

Cette note s'appuie sur les [données](#) d'Insecurity Insight, la veille [des réseaux sociaux](#) et l'analyse des activités des acteurs armés à partir de la base de données Armed Conflict Location & Event Data ([ACLED](#)). Elle vise à aider les organisations humanitaires présentes en RDC à réduire les risques et à promouvoir des approches prospectives pour préserver l'accès à l'alimentation, aux soins de santé, à l'éducation et à la protection.



Les Forces démocratiques alliées (ADF), formées au milieu des années 1990 en [Ouganda](#), sont basées depuis la majeure partie de leur existence en République démocratique du Congo (RDC). Depuis 2019, elles sont affiliées à la Province d'Afrique centrale de l'État islamique ([ISCAP](#)). Le groupe est surtout actif dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, et a parfois mené des attaques transfrontalières en Ouganda. En réponse, des troupes ougandaises ont été déployées dans le cadre de l'opération [Shujaa](#), une campagne militaire conjointe lancée en [novembre 2021](#) avec les Forces armées congolaises (FARDC) pour combattre l'ADF dans l'est de la RDC.

Nombre élevé de victimes civiles et impact humanitaire

Entre 2020 et 2025, l'ADF a été responsable d'environ un quart des violences signalées contre des civils dans l'est de la RDC, ce qui en a fait le groupe armé non étatique le plus souvent impliqué dans de telles violences, jusqu'à l'expansion des activités du M23. Les incidents attribués à l'ADF comprennent des attaques et des meurtres, plaçant ce groupe en tête des acteurs non étatiques pour le nombre de civils [tués](#).

L'ADF est également lié à 12 % des violences visant les systèmes alimentaires, les soins de santé, l'éducation et les opérations humanitaires, y compris dans les camps de déplacés et de réfugiés.³ Sept meurtres d'humanitaires ont été attribués à l'ADF, faisant de cette organisation l'acteur conflictuel le plus fréquemment cité dans les rapports comme responsable de la mort d'humanitaires. Le groupe a aussi enlevé des agents de santé, blessé d'autres lors d'attaques contre des structures médicales, pillé des médicaments dans des centres et pharmacies, et incendié certains établissements.

Comprendre les schémas de ces attaques est essentiel pour anticiper les risques pesant sur l'aide et les opérations humanitaires, afin de faciliter la planification d'urgence et l'adaptation aux menaces évolutives. Cela contribue à assurer la continuité de services essentiels tels que les soins de santé et l'éducation. ([Téléchargez les données ici](#)).

Moins de violences commises par l'ADF dans un contexte de recrudescence du M23

Les violences de l'ADF contre les civils ont diminué depuis leur pic en 2022. Entre janvier et avril 2025, une moyenne de six attaques mensuelles a été enregistrée, contre 30 en 2022, année où au moins 364 incidents ont été recensés.

Les affrontements armés impliquant l'ADF et d'autres groupes ont également reculé à partir de 2024. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les FARDC ont redirigé leurs efforts vers la lutte contre l'insurrection du M23 au Nord et au Sud-Kivu.

Si les violences de l'ADF se concentraient auparavant autour de la frontière Ituri–Nord-Kivu, les incidents signalés se sont progressivement déplacés vers l'ouest à mesure que le M23 consolidait sa présence.

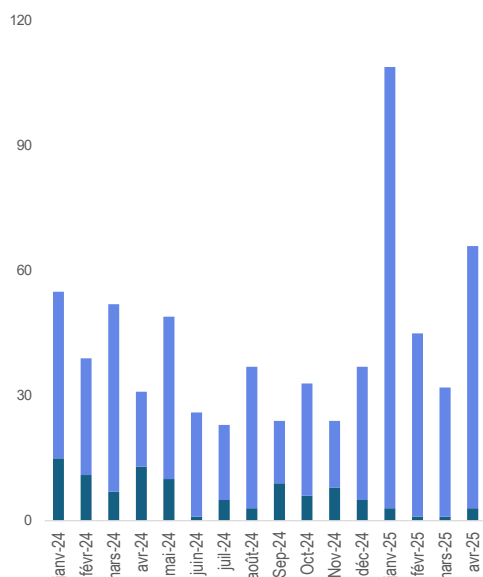


Figure 1 : Violences signalées attribuées à l'ADF ou au M23 entre janvier 2024 et avril 2025

Depuis 2024, le nombre d'affrontements armés impliquant l'ADF a diminué et ceux-ci ont généralement été moins fréquents que les affrontements impliquant le M23. Les violences signalées contre des civils attribuées à l'ADF étaient auparavant beaucoup plus fréquentes que celles attribuées au M23. Cette situation a changé en février 2025, lorsque les incidents violents signalés impliquant l'ADF ont continué à diminuer, tandis que les violences contre des civils attribuées au M23 ont augmenté à mesure que celui-ci continuait à étendre son contrôle territorial dans les provinces du Kivu.

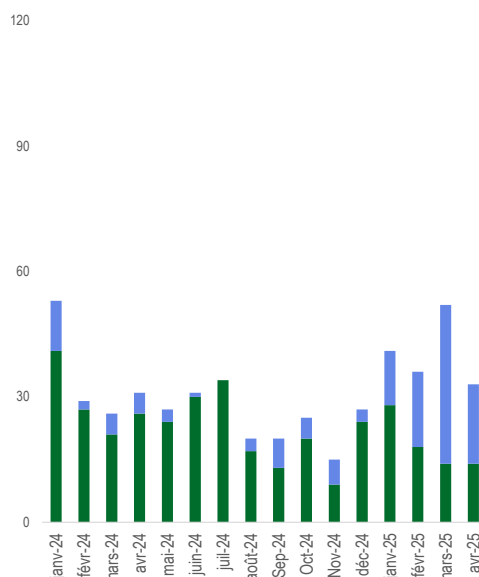
Combats actifs impliquant l'ADF ou le M23, janvier 2024 - avril 2025

En 2024, les affrontements armés impliquant le M23 ont augmenté, tandis que ceux impliquant l'ADF ont diminué.



Violences contre les civils attribuées à l'ADF ou au M23, janvier 2024 - avril 2025

Depuis 2024, les violences contre les civils ont été plus fréquemment attribuées à l'ADF, mais depuis 2025, les incidents de violence contre les civils attribués au M23 sont en augmentation.



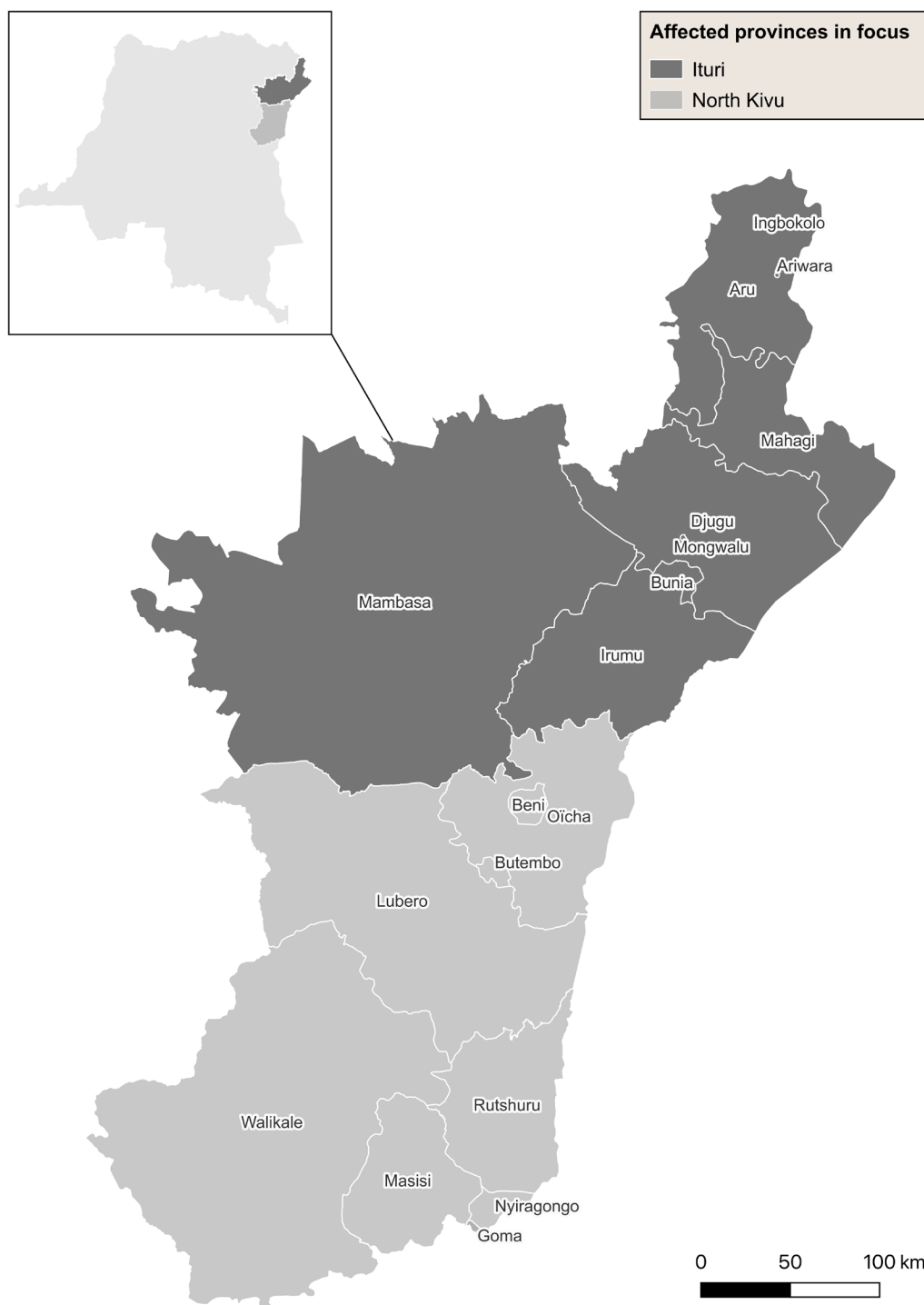
Violences liées aux forces armées non régulières (ADF) affectant la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation et les opérations d'aide, y compris les violences dans les camps de déplacés internes ou de réfugiés.⁴

Depuis 2024, les incidents de ce type ont diminué, avec une baisse de 36 % par rapport à 2023.⁵ Cette tendance semble s'être poursuivie début 2025, période durant laquelle l'accès humanitaire a toutefois été entravé et certaines opérations suspendues à la suite des ordres de l'USAID. Parallèlement, les violences contre les civils ont continué d'augmenter dans les zones où l'ADF demeure active.



Figure 2 : Provinces de l'Ituri, du Mongala, du Nord-Kivu et du Tshopo en République démocratique du Congo (RDC)

L'impact des violences de l'ADF a été le plus marqué au nord et au sud de la frontière entre l'Ituri et le Nord-Kivu, mais s'est étendu à la Mongala et à la Tshopo, ainsi qu'à d'autres parties de l'Ituri et du Nord-Kivu.



Data visualisation: Insecurity Insight. Base map data source: UN OCHA.



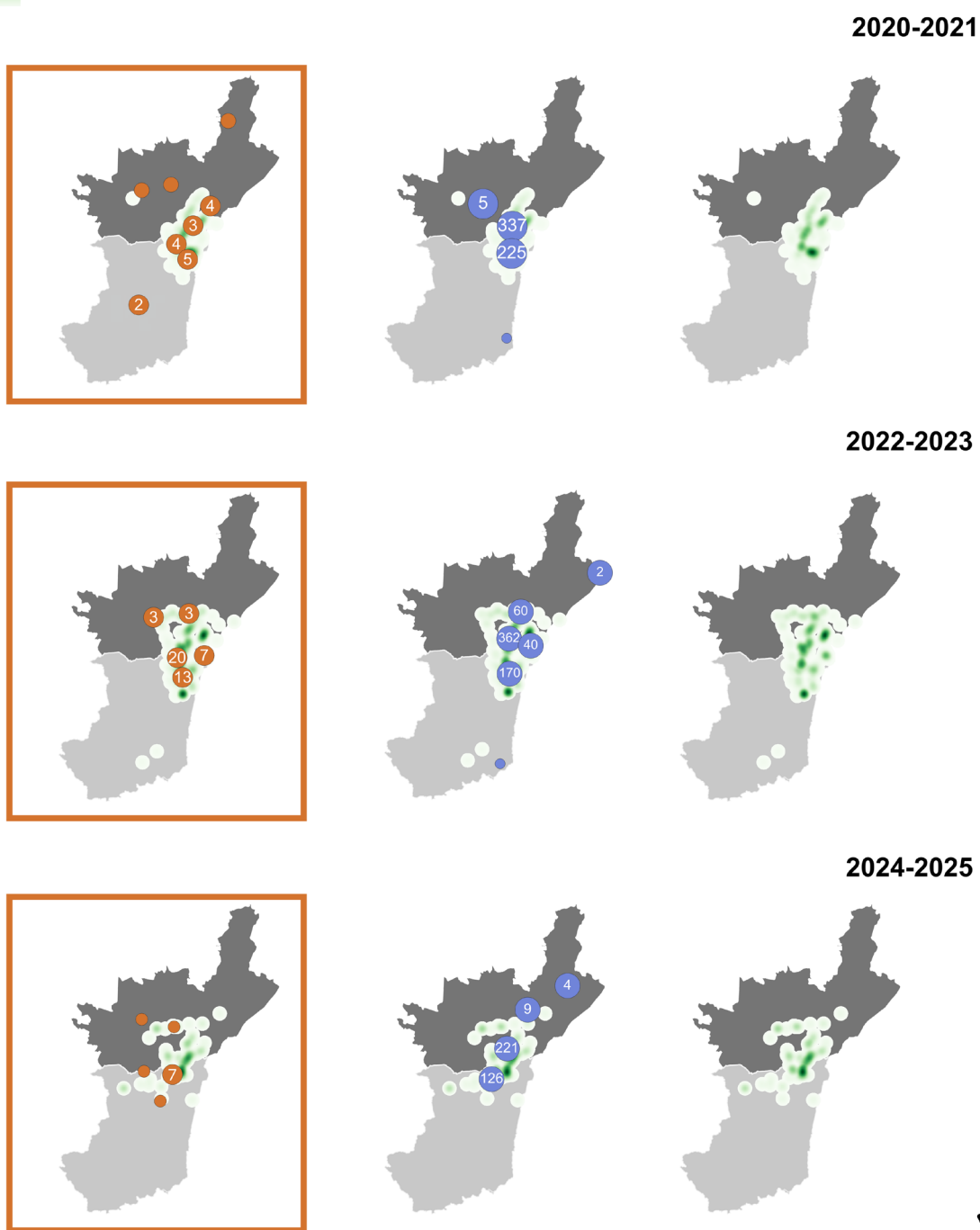
Figure 3 : Activité et impact signalés de l'ADF au fil du temps, janvier 2020-avril 2025

Les affrontements armés impliquant l'ADF se sont déplacés de la frontière avec l'Ouganda vers l'ouest de la RDC entre 2020 et 2025.

● Violence impacting aid operations (78 incidents)

● Violence against civilians (1,563 incidents)

Active fighting involving ADF (851 incidents)



Heat maps: deeper colours indicate higher concentration of incidents.

Point cluster maps: higher numbers indicate higher concentration of incidents within a given area.

Data visualisation: Insecurity Insight. Data sources: Insecurity Insight and ACLED. Base map data source: UN OCHA.

Note de Suivi RDC :

Incidents de conflit ayant un impact sur le secteur de l'aide



Cette section présente l'impact des conflits sur les opérations d'aide, la santé, les systèmes alimentaires et l'éducation. Elle inclut l'ensemble des incidents attribués à une partie au conflit, en se concentrant sur ceux enregistrés en avril 2025. Elle offre un résumé des événements clés, met en évidence les tendances observées et fournit des liens vers d'autres ressources.

Évolution de la situation en avril 2025, attribuée à l'ensemble des acteurs armés

Forte augmentation des attaques contre les services de santé

En avril 2025, 47 incidents ont eu un impact direct sur les programmes d'aide, de santé, d'éducation et de protection. Près d'un tiers ont concerné les services de santé (16 incidents), marquant une forte hausse par rapport à mars, où seulement six avaient été signalés. Ces violences sont principalement liées à une recrudescence des pillages de centres de santé dans le territoire de Walikale, commis par le M23 après son retrait de la ville au début du mois. Elles incluent également le meurtre d'une infirmière, la torture d'un médecin et le pillage de structures médicales en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Voir : [Attaques contre les structures de santé](#)

Médecins Sans Frontières (MSF) a été particulièrement visé : un travailleur a été abattu, un hôpital envahi par des hommes armés qui ont battu deux membres du personnel, deux installations humanitaires endommagées et un autre travailleur tué à son domicile. Voir : [Aid in Danger](#)

Des agriculteurs ont été tués, victimes d'extorsion, enlevés et empêchés d'accéder à leurs terres par les groupes ADF, CODECO et Maï-Maï. Voir : [Violences affectant les systèmes alimentaires](#)

Plusieurs établissements scolaires ont été incendiés et un directeur d'école a été tué. Voir : [L'éducation en danger](#)

Un civil a été tué dans le camp de Kanyaruchinya. Voir : [Protection en danger](#)

Plus de 100 cas de viols ont été signalés dans le Nord-Kivu, attribués à des hommes armés, notamment aux milices M23 et Wazalendo. Voir : [Signalement des violences sexuelles](#)

Télécharger les données [ici](#).

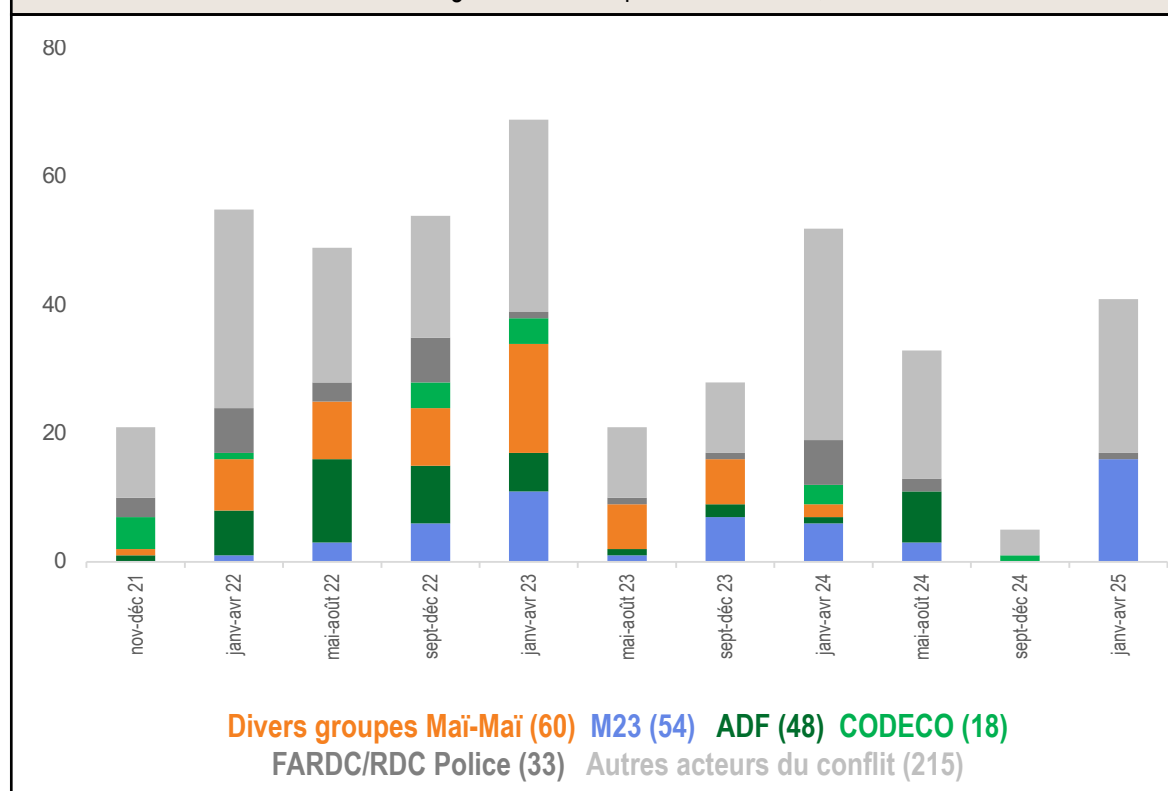


Attaques contre les soins de santé

Au cours des quatre premiers mois de 2025, au moins 41 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé ont été recensés, tous dans les Kivus et en Ituri, suivant une tendance similaire à celle de 2024. Le Nord-Kivu a enregistré 85 % de ces incidents, dans un contexte d'escalade du conflit, alors que le M23 s'emparait de nouveaux territoires, dont deux grandes villes. À ce jour, en 2025, le M23 a été impliqué dans 39 % des incidents survenus dans les zones sous son contrôle. Aucun incident de violence contre les services de santé attribué à l'ADF n'a été signalé en 2025 à ce jour.

Figure 4 : Attaques signalées contre des structures de santé depuis le début de l'insurrection du M23, novembre 2021 - avril 2025

Au cours des quatre premiers mois de 2025, au moins 41 incidents, dont 16 attribués au M23, ont été recensés. Tous ces incidents ont été signalés dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.⁶



Saccage d'établissements de santé après le retrait du M23

Dans la province du Nord-Kivu, les services de santé ont été gravement affectés par les violences dans les territoires de Walikale, Masisi et dans la ville de Goma. Un nombre particulièrement élevé d'incidents a été signalé dans le territoire de Walikale, à la suite du **retrait** du M23 de la ville le 2 avril dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

Lors de ce retrait, le M23 a pillé huit établissements de santé, emportant non seulement des fournitures médicales et des médicaments, mais aussi du matériel

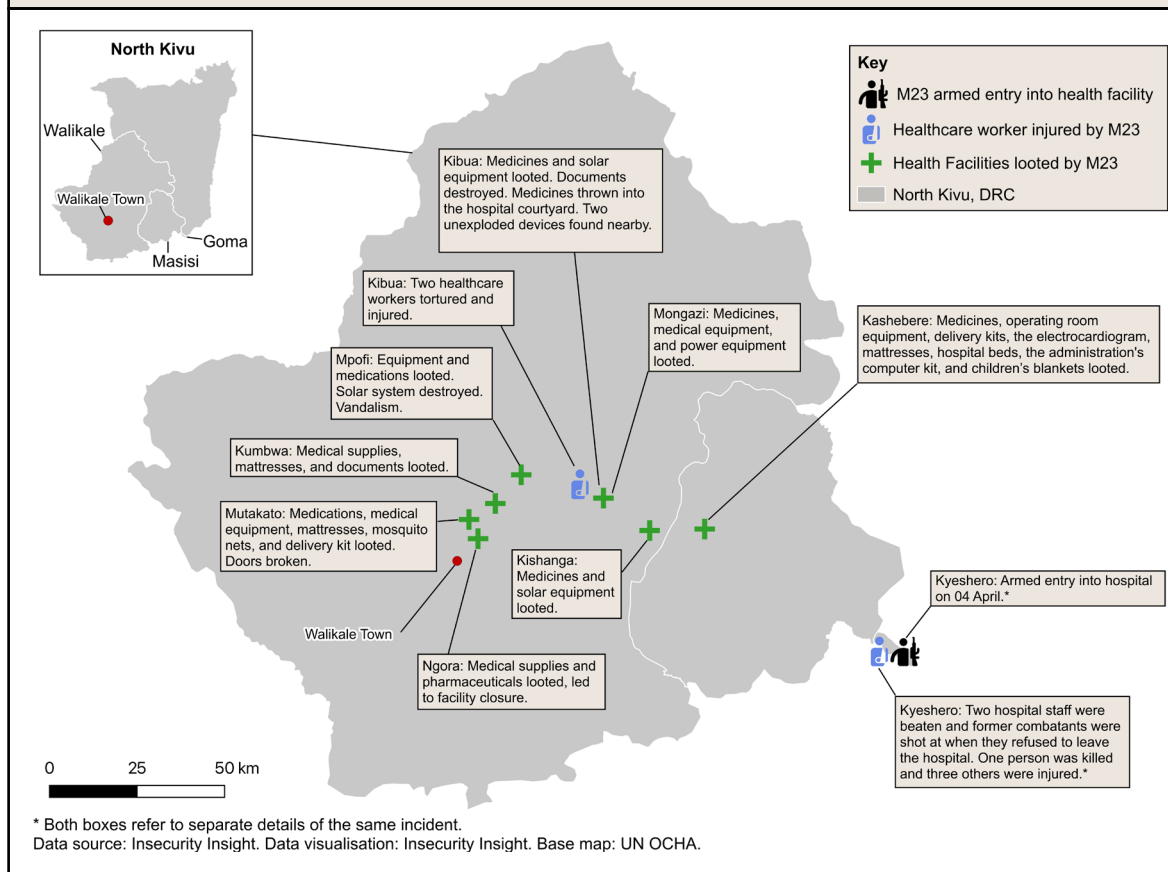
Note de Suivi RDC :

Incidents de conflit ayant un impact sur le secteur de l'aide



Figure 5 : Incidents de violence contre les services de santé signalés par le M23 à Walikale, Masisi et Goma, dans la province du Nord-Kivu, en avril 2024

Lors de leur retrait de la ville de Walikale, les membres du M23 ont pillé au moins sept établissements de santé, endommageant et détruisant du matériel médical et des infrastructures. En outre, au moins trois agents de santé ont été blessés.



essentiel tel que lits, matelas, batteries et panneaux solaires. À l'hôpital général de Kibua, des dossiers médicaux ont été détruits et des médicaments non utilisés jetés dans la cour de l'établissement.⁷

Par ailleurs, un nombre indéterminé de pharmacies privées ont été pillées et le centre de santé de Ngora a été utilisé pour soigner des membres blessés du M23, laissant la population locale sans médicaments et contraignant l'établissement à fermer. Dans le territoire de Masisi, un infirmier de MSF travaillant à l'hôpital général de référence a été tué par deux balles dans la poitrine et tué à son domicile par deux hommes le 18 avril. Ces derniers auraient porté des uniformes militaires et auraient eu l'intention de voler les biens des habitants.

Augmentation du nombre d'assassinats de professionnels de santé

Le nombre d'assassinats de personnels de santé est passé de huit en 2024 à douze entre janvier et avril 2025, soit le troisième bilan le plus élevé sur une période de quatre mois depuis janvier 2020. Les précédents pics avaient été enregistrés lors des 10^e et 12^e épidémies d'Ebola (respectivement de janvier à avril 2020

Note de Suivi RDC : Incidents de conflit ayant un impact sur le secteur de l'aide

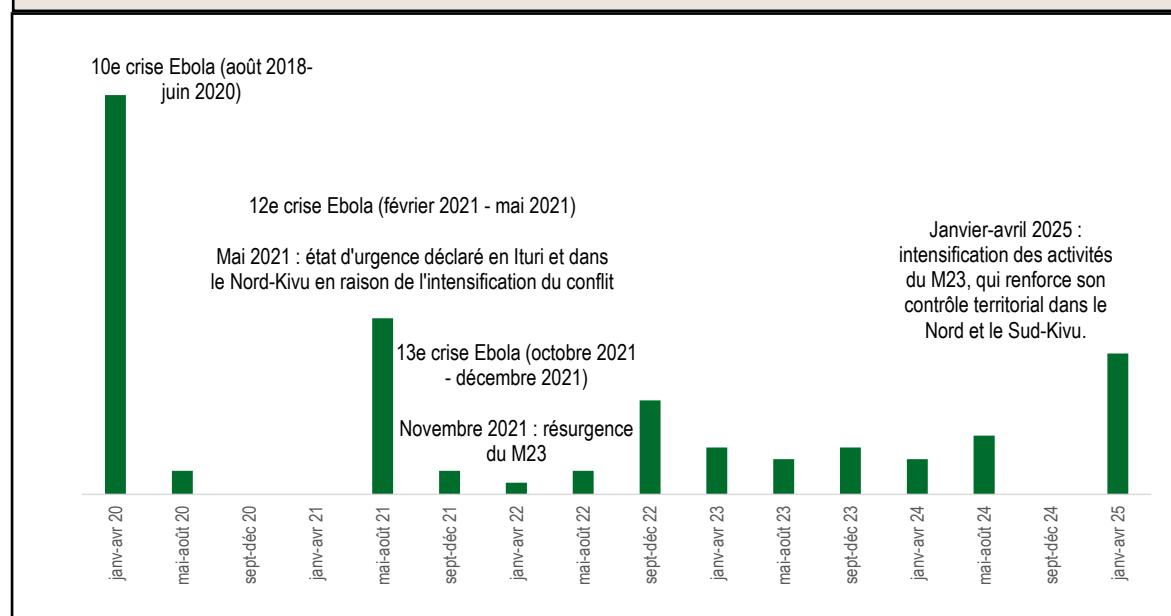


et de mai à août 2021), qui avaient coïncidé avec l'état de siège décrété par le gouvernement en Ituri et au Nord-Kivu en raison de l'intensification du conflit. Le M23 avait refait surface au Nord-Kivu peu après, en novembre 2021.

En 2025, la majorité de ces meurtres ont été signalés dans le Nord-Kivu, ainsi qu'un dans le Sud-Kivu, où cinq membres du personnel ont été tués lorsque l'hôpital général de Kaziba a été touché par des tirs d'obus le 9 mars. Quatre patients, dont un enfant, ont également perdu la vie lors de ces affrontements opposant le M23, les FARDC et les forces Wazalendo.

Figure 6 : Incidents signalés de meurtres de professionnels de santé au cours des cinq dernières années, 2020-2025

Au cours des quatre dernières années, le nombre de travailleurs de santé tués a diminué. Cependant, au cours des quatre premiers mois de 2025, on a constaté une augmentation inquiétante du nombre de travailleurs de santé tués.



Pour plus d'informations : Rapport 2024 de la Coalition pour la protection de la santé dans les conflits (SHCC) en RDC

En 2024, la SHCC a recensé 84 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé en République démocratique du Congo (RDC), dont 77 ont été enregistrés dans l'est du pays. Au cours de ces incidents, des agents de santé ont été tués, kidnappés et des fournitures médicales ont été pillées. Des centres de santé, des hôpitaux et des pharmacies ont été délibérément incendiés dans l'est de la RDC par des membres de l'ADF, du CODECO et des Mai-Mai Kata Katanga.



Lire la fiche d'information complète en [anglais](#) et en [français](#). Télécharger les [données](#).

Note de Suivi RDC : Incidents de conflit ayant un impact sur le secteur de l'aide



Ituri et Sud-Kivu

Dans le territoire de Mahagi (Ituri), les agents et structures de santé ont été visés par une série d'attaques menées par des hommes armés non identifiés entre le 13 et le 15 avril 2025. Le 13 avril, l'hôpital de Nioka a été attaqué et le personnel agressé, entraînant son transfert et la suspension des services médicaux. Le 14 avril, le directeur médical du centre de santé de référence de Nioka a été agressé à son domicile. Le 15 avril, l'hôpital de Bleha a été pris d'assaut, avec des tirs à l'intérieur de l'établissement. L'alerte donnée par un médecin a provoqué une fusillade entre les assaillants et les FARDC.

Dans le Sud-Kivu, l'hôpital général de référence de Mukongola (territoire de Kabare) a été envahi le 3 avril par des individus armés, qui ont causé des dégâts à la maternité et aux stocks de médicaments, et blessé une personne. Dans le territoire de Fizi, entre le 19 et le 23 avril, plusieurs centres de santé ont été pillés lors de combats, réduisant encore l'accès aux soins dans la région.

Sources : Attaques contre les soins de santé : [16-29 avril](#), [11-24 Juin](#)
Télécharger les [données](#).

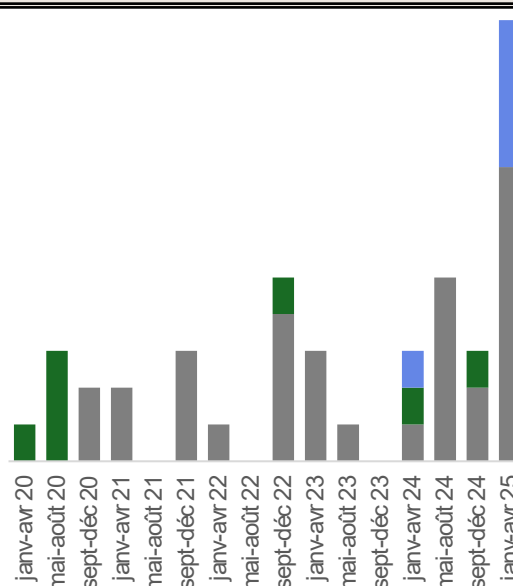
Violence directe contre les organisations humanitaires

Travailleurs humanitaires tués

Entre janvier 2020 et avril 2025, Insecurity Insight a recensé au moins quarante-quatre travailleurs humanitaires tués en RDC, tous ressortissants nationaux. La moitié d'entre eux (vingt-deux) étaient employés par une ONG internationale ou une agence des Nations unies, tandis que sept travaillaient pour la Croix-Rouge et cinq pour une initiative humanitaire locale.

Parmi ces victimes, sept décès, soit 15 %, ont été attribués à l'ADF, ce qui en fait le groupe armé le plus fréquemment cité comme responsable du meurtre d'humanitaires. Ces attaques se sont produites lors d'assauts contre des villages ou alors que des personnels d'ONG sanitaires dispensaient une aide d'urgence

Figure 7 : Nombre d'agents humanitaires tués entre janvier 2020 et avril 2025, selon les rapports
Entre janvier 2020 et avril 2025, au moins 44 travailleurs humanitaires ont été tués par divers acteurs du conflit en RDC.



Travailleurs humanitaires tués par les ADF : 7

Travailleurs humanitaires tués par le M23 : 5

Travailleurs humanitaires tués par d'autres acteurs 32

Note de Suivi RDC :

Incidents de conflit ayant un impact sur le secteur de l'aide



aux civils. Le M23 a quant à lui été lié à au moins cinq meurtres de travailleurs humanitaires, principalement survenus au cours des quatre premiers mois de 2025. Dans au moins seize cas, l'affiliation des auteurs n'a pas pu être déterminée, ce qui laisse ouverte la possibilité que l'ADF ou d'autres groupes soient responsables d'un nombre plus élevé de décès.

Dommages causés aux infrastructures humanitaires

Dans le Nord-Kivu, deux bureaux d'aide humanitaire ont été endommagés lors d'affrontements entre factions armées dans la ville de Walikale le 2 avril. La même nuit, l'hôpital Kyeshero, soutenu par Médecins Sans Frontières (MSF), a été pris d'assaut par le M23, qui a battu deux membres du personnel hospitalier et tiré sur d'anciens combattants qui y étaient soignés. On ignore si les combattants appartenaient au M23 ou à d'autres groupes. Au cours de l'attaque, une personne a été tuée et trois autres blessées.

Sources : Aid in Danger : [02-15 avril](#); [16-29 avril](#). Télécharger les [données](#)

Violence impactant les systèmes alimentaires

Au cours des quatre premiers mois de 2025, au moins 76 incidents liés au conflit et affectant les systèmes alimentaires ont été recensés. Ils comprenaient des attaques contre des marchés et leurs commerçants, le pillage de denrées stockées ainsi que le vol ou le meurtre de bétail. Dans la moitié des cas, les civils ont été directement visés alors qu'ils exerçaient une activité liée à l'alimentation : des agriculteurs ont été tués, enlevés ou blessés dans leurs champs, tandis que d'autres ont été victimes d'explosions d'engins improvisés. Près de la moitié de ces incidents ont été attribués à trois acteurs armés : l'ADF (16 %), le CODECO (17 %) et le M23 (12 %).

Régions touchées et incidents

Dans la province de l'Ituri, des agriculteurs des territoires de Mambasa et d'Irumu ont été tués, victimes d'extorsion, et ont vu leur accès aux terres restreint en raison d'activités attribuées aux groupes ADF et Maï-Maï. L'ADF a notamment imposé des taxes illégales et érigé des barrières dans les localités de Bahaha et Ofai, ainsi que dans plusieurs villages, exigeant des paiements aux agriculteurs pour qu'ils puissent accéder à leurs propres champs. Les deux groupes ont commis plusieurs meurtres d'agriculteurs, notamment dans les villages de Tikwabalele, Abulembi, Bandikapau et Matembwe.

Des violences affectant la sécurité alimentaire ont également été attribuées au CODECO, qui a enlevé un agriculteur et pillé des chèvres lors d'un raid dans un village, ainsi que tué des cultivateurs dans le territoire de Djugu. **Sources :** [7 Sur 7](#), [ACLED](#), [Bunia Actualite](#), [Bunia Actualite II](#), [Bunia Actualite III](#), [Bunia Actualite IV](#), [Radio Okapi](#), [Radio Okapi II](#) and [Voice of Congo](#)

Note de Suivi RDC : Incidents de conflit ayant un impact sur le secteur de l'aide



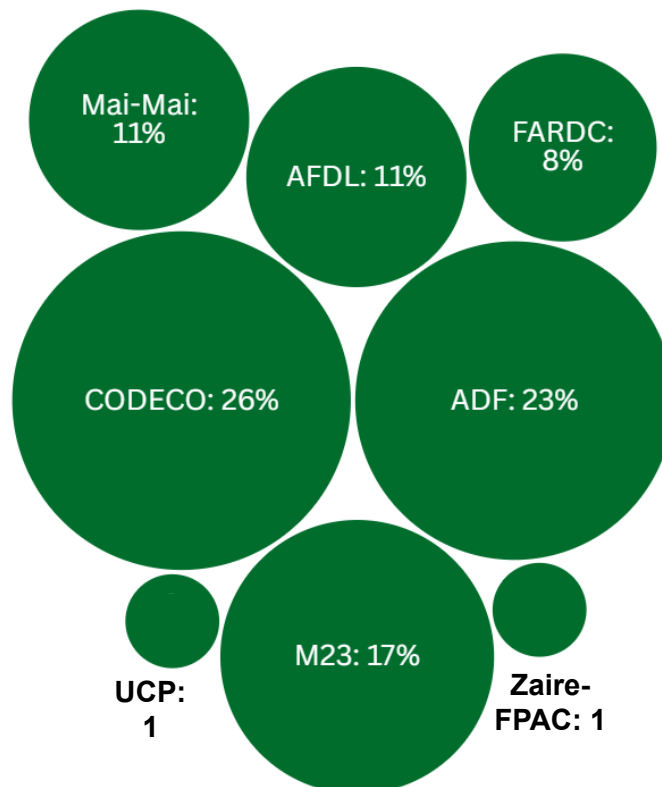
Dans la province du Nord-Kivu, les violences visant les systèmes alimentaires touchent particulièrement le territoire de Beni, où des personnes travaillant dans leurs champs ont été attaquées et tuées, des agriculteurs enlevés, leurs animaux domestiques pillés et leurs biens ou véhicules incendiés par des hommes armés soupçonnés d'appartenir à l'ADF. À Goma, un enfant berger et ses chèvres ont été tués lors de l'explosion d'un engin explosif improvisé. **Sources :** [7 Sur 7](#), [Radio Okapi](#) and [Radio Okapi II](#)

Dans la province du Mai-Ndombe, des personnes travaillant dans leurs champs ont été enlevées par la milice Mobondo, qui a également installé des points de collecte de revenus. **Sources:** [Actualite](#) and [Voice of Congo](#)

Dans la province du Tanganyika, des pêcheurs ont été contraints de remettre leur poisson aux FARDC. **Source:** [Media Congo](#)

Figure 8 : Incidents liés au conflit ayant affecté les systèmes alimentaires, janvier-avril 2025

Sur les 76 incidents ayant affecté les systèmes alimentaires entre janvier et avril 2025, les deux tiers ont été attribués aux Forces démocratiques alliées (ADF) (23 %), à la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) (26 %) et au Mouvement 23 mars (M23) (17 %).





Attaques contre l'éducation

Entre janvier 2020 et avril 2025, Insecurity Insight a recensé au moins 108 incidents violents ayant affecté les programmes éducatifs en République démocratique du Congo. La grande majorité de ces événements (84 %) a été signalée dans les provinces du nord-est, en Ituri et dans les Kivus. Ces attaques se sont traduites par l'incendie, le pillage ou l'occupation d'écoles par des acteurs armés, privant ainsi des milliers d'enfants de leur droit à l'éducation. Des enseignants ont également été tués ou enlevés, et au moins des élèves ont été attaqués à l'intérieur même d'établissements scolaires.

Entre 2017 et début 2024, Insecurity Insight a recensé 29 attaques contre l'éducation attribuées à l'ADF en République démocratique du Congo (RDC) (25 incidents) et en Ouganda (4 incidents). Ces incidents ont donné lieu à des meurtres, des enlèvements, des incendies d'écoles et des pillages. Ils ont eu un impact dévastateur sur le système éducatif.

Exemples de violences affectant l'éducation Avril 2025

Dans la province du Nord-Kivu, un directeur d'école a été abattu par des hommes armés non identifiés devant son domicile à Goma le 19 avril. À peu près au même moment, un engin explosif improvisé non explosé, vraisemblablement posé par des membres du M23, a été découvert dans la cour d'un établissement secondaire à Kibua. Une semaine plus tard, l'école primaire Bishashata, dans le Walikale, a été incendiée et détruite par des Maï Maï Kifuafua, qui ont également volé 35 tôles destinées à la construction d'un nouveau bâtiment scolaire, ainsi que des manuels scolaires.

Dans la province du Sud-Kivu, plusieurs établissements scolaires ont été incendiés lors de combats dans le territoire de Fizi.

Source : Education in Danger: [juin](#); [avril](#). Télécharger les [données](#)

Responsabilité envers les populations touchées

Les déplacements en RDC ne sont plus perçus uniquement comme une urgence humanitaire, mais de plus en plus comme le symptôme d'un échec politique, d'une instrumentalisation ethnique et d'une ingérence étrangère. Une analyse menée par Insecurity Insight sur 1 425 commentaires publiés sur les réseaux sociaux entre février et mars 2025 montre que les discussions relatives aux personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) servent souvent de catalyseurs à des griefs plus larges. La colère exprimée ne vise pas seulement les auteurs des violences, mais aussi ceux perçus comme profitant des déplacements, notamment le secteur humanitaire et les populations de retour.



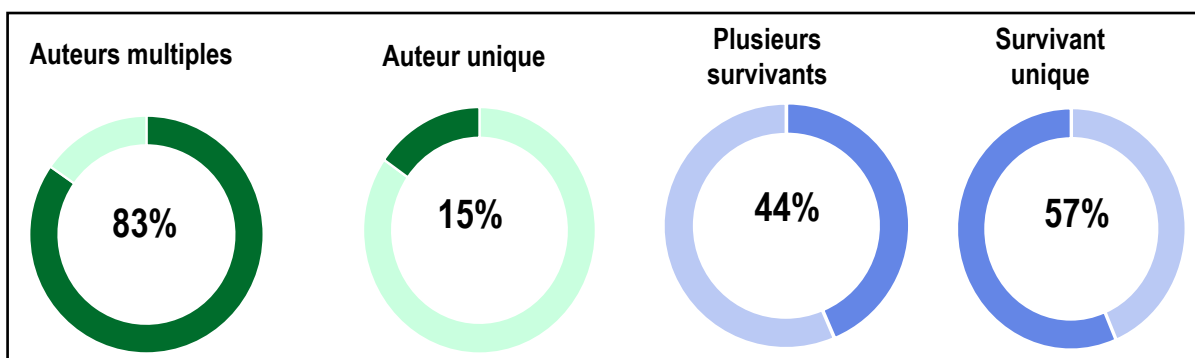
Ce fossé de perception est aggravé par des discours qui décrivent les déplacés comme des envahisseurs et les travailleurs humanitaires comme des collaborateurs. Des propos incendiaires – discours de haine et appels explicites à la violence – ont visé des communautés perçues comme liées au Rwanda ou au M23. Bien que ces commentaires ne reflètent pas l'ensemble du débat public, ils montrent à quel point les enjeux humanitaires sont désormais imbriqués dans des griefs ethniques et géopolitiques, accentuant les risques dans un contexte déjà instable.

Pour le secteur humanitaire, l'enjeu est majeur : dans les contextes fragiles, la perception publique peut conditionner la sécurité opérationnelle. Les discours en ligne, imprégnés de méfiance et de colère politique, peuvent légitimer, voire alimenter la violence et miner l'acceptation communautaire. Lorsque l'action humanitaire est perçue comme partisane, elle perd sa légitimité. Il est donc essentiel pour les organisations de s'engager dans ces débats sensibles, afin de comprendre la politisation des déplacements et la perception de l'aide, et de développer des réponses adaptées aux conflits, respectueuses des principes humanitaires mais attentives aux griefs profondément enracinés.

Incidents de violences sexuelles liées aux conflits (VSLC)

Depuis 2020, Insecurity Insight recense les incidents de violence sexuelle liée aux conflits (VSLC) accessibles au public. Ce terme désigne diverses formes de violences sexuelles – agressions, harcèlement ou viols – commises par des parties au conflit dans des contextes de guerre ou d'autres situations de violence. Ces parties incluent aussi bien les forces étatiques que les groupes armés non étatiques et paramilitaires. L'appartenance à un groupe est généralement identifiée à partir d'éléments visuels tels que l'uniforme, des marques corporelles (tatouages, cicatrices d'initiation) ou d'autres signes distinctifs.

Si ces incidents ne reflètent pas l'ensemble des violences sexuelles commises en RDC, ils offrent toutefois des indications précieuses sur les dynamiques situationnelles et le comportement des auteurs. Les données recueillies permettent ainsi de mieux comprendre les conditions qui favorisent ces violences et les schémas dans lesquels elles s'inscrivent.



Note de Suivi RDC : Incidents de conflit ayant un impact sur le secteur de l'aide



Entre 2020 et avril 2025, au moins 246 incidents de VSLC ont été documentés. Un peu plus d'un tiers (78 %) ont été attribués à des acteurs non étatiques, en particulier l'ADF, la CODECO, le M23, Wazalendo et divers groupes Maï-Maï. Des forces étatiques – notamment les FARDC, les Forces de défense du peuple du Soudan du Sud et les Forces de défense du peuple ougandais – ont également été impliquées.

Par ailleurs, 82 % des cas recensés impliquaient plusieurs auteurs, ce qui suggère que la violence sexuelle est souvent intégrée à des dynamiques collectives. Le viol en réunion apparaît comme un schéma récurrent. Dans plus de la moitié des incidents, une seule victime ou survivante a été agressée, tandis que dans 44 % des cas, plusieurs victimes ou survivantes ont subi des violences de la part de groupes d'hommes.

Télécharger les [données](#).





Effets sur les opérations d'aide, les soins de santé et l'éducation : Ces incidents concernent les violences, menaces et entraves aux opérations d'aide, aux soins de santé et à l'éducation. Ils incluent les dommages ou la destruction des infrastructures concernées, ainsi que l'impact sur le personnel qualifié. Ces incidents peuvent résulter d'effets involontaires d'actes militaires, de violences contre des civils ou d'attaques visant des infrastructures civiles. Voir : aperçu de l'insécurité.

Effets sur les systèmes alimentaires : Ces incidents désignent les événements liés à un conflit ayant un impact sur les systèmes alimentaires, notamment la production et la distribution de denrées, pouvant affecter la sécurité alimentaire. Ils décrivent les conséquences possibles d'actes militaires involontaires, de violences contre des civils ou d'attaques ciblant des infrastructures civiles.⁸ Aperçu de l'insécurité

Combats actifs : selon la définition de l'ACLED des « batailles », il s'agit d'interactions violentes entre deux groupes armés organisés, se déroulant à un moment et dans un lieu donnés. Ces incidents sont classés selon qu'ils ont entraîné ou non un changement de contrôle territorial.⁹

Violence contre les civils : Ces incidents comprennent également les tentatives d'atteinte à l'intégrité physique ou de disparition forcée et sont subdivisés en différents types de violence, notamment "violence sexuelle", "attaque" et "enlèvement/disparition forcée".¹⁰

Que nous apprennent les différents ensembles de données ?

Les données relatives aux événements de conflit peuvent être classées en fonction des objectifs stratégiques ou tactiques des parties au conflit — tels que les gains territoriaux, les affrontements armés ou le ciblage de civils — ainsi qu'en fonction de l'impact de la violence sur les populations civiles, notamment par la destruction d'infrastructures civiles vitales.

Les jeux de données d'ACLED offrent des informations précieuses sur les objectifs stratégiques des acteurs du conflit en fournissant des données d'incidents révélant des schémas de comportement tactique. Les jeux de données d'Insecurity Insight se concentrent sur les conséquences humanitaires des conflits, en fournissant des données d'incidents illustrant comment la violence perturbe des secteurs essentiels à la survie des civils — tels que la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire — et comment les dispositifs de protection ont été affectés.

Comprendre les conséquences du conflit dans le contexte des mouvements tactiques des parties en présence peut aider les agences d'aide à anticiper les besoins émergents générés par la violence. Ces données mettent également en évidence les conséquences prévisibles des atteintes aux civils, que les parties au conflit doivent prendre en compte — et chercher activement à prévenir — dans leur planification tactique, conformément à leurs obligations de précaution au titre du droit international humanitaire.



1 Ce document s'inscrit dans le cadre du soutien apporté par le réseau H2H à l'intervention humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

2 Projet de données sur les lieux et événements liés aux conflits armés ([ACLED](#)). Entre janvier 2020 et avril 2025, 6 283 actes de violence contre des civils ont été recensés, dont 1 563 (25 %) ont été attribués à l'ADF. Consulté le 1er mai 2025.

3 Entre janvier 2020 et avril 2025, au moins 1 618 incidents de violence contre les systèmes alimentaires, les soins de santé, l'éducation, les opérations d'aide, y compris dans les camps de déplacés internes/réfugiés, et les violences sexuelles liées au conflit ont été recensés. L'ADF a été impliquée dans 192 incidents affectant ces opérations.

4 Les données sur les incidents liés au conflit affectant les systèmes alimentaires ne sont disponibles qu'à partir de 2024.

5 En 2023, Insecurity Insight a recensé 74 actes de violence liés à l'ADF affectant l'aide, les soins de santé, l'éducation, la protection et les systèmes alimentaires, tandis qu'en 2024, 47 incidents ont été recensés.

6 Parmi les autres acteurs, on compte au moins 17 acteurs du conflit identifiés, dont la Nduma Defence of Congo (7 incidents), la Force patriotique et intégrationniste du Congo (3 incidents), les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (4 incidents) et l'Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais (5 incidents). Dans au moins 119 incidents, l'acteur du conflit n'était pas connu.

7 Incident n° 96151

8 Les effets sur le système alimentaire n'ont pas été pris en compte dans l'analyse du M23 en raison du chevauchement avec les violences contre les civils.

9 ACLED. (2019). "ACLED Codebook, 2019. Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). www.acleddata.com

10 *ibid.*

Ce document est publié par Insecurity Insight.

L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Ce document est financé et soutenu par le généreux soutien du Fonds H2H, qui bénéficie de l'aide du gouvernement britannique. Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent en aucun cas la position du réseau H2H ou du gouvernement britannique qui ne sont pas responsables du contenu exprimé dans ce document.

Insecurity Insight. 2025. Insecurity Insight Note de Suivi RDC : Spotlight sur M23, août 2025. Switzerland: Insecurity Insight. <https://bit.ly/DRCBrief2025ADFFR>